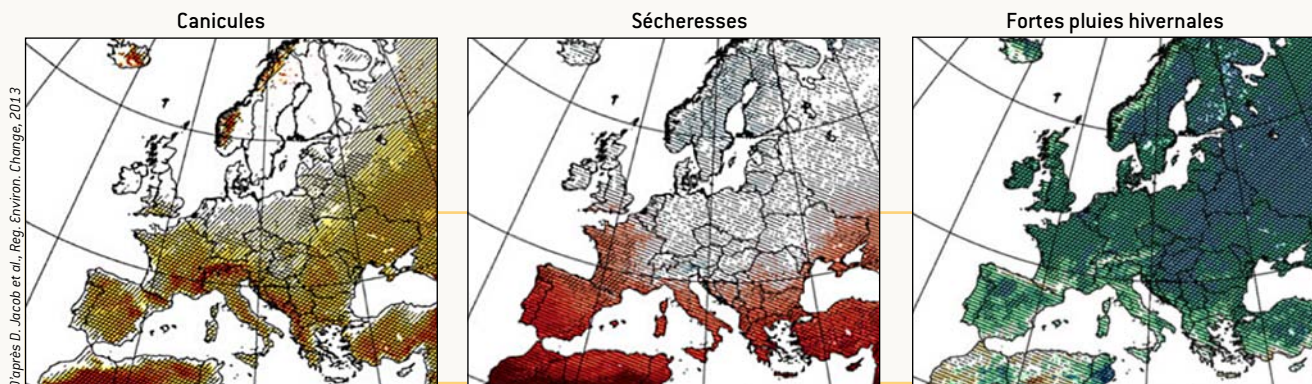




Événements climatiques extrêmes en Europe à la fin du siècle [années 2071-2100 comparées aux années 1971-2000] pour un scénario de fortes émissions de gaz à effet de serre (les zones de forte augmentation sont en rouge pour les canicules et les sécheresses, en bleu pour les pluies).

Dans un scénario à +4 °C, on verrait apparaître des risques systémiques du changement climatique à la fin du XXI^e siècle : réduction des ressources en eau souterraines et superficielles exacerbant les concurrences entre l'agriculture et les autres secteurs, forte réduction du potentiel de production des forêts européennes et de la valeur du foncier, baisse des rendements agricoles et réduction de l'ensemble des services des écosystèmes en Europe du Sud. Les conséquences économiques d'un réchauffement de cette ampleur ont été estimées à une perte annuelle moyenne du produit intérieur brut de un pour cent par an pour l'ensemble de l'Europe, alors que la croissance moyenne historique du produit intérieur brut européen a été de deux pour cent par an.

À l'échelle mondiale, la hausse de la demande alimentaire liée à la croissance démographique et à l'accroissement des richesses pourrait dépasser dans ce scénario l'offre alimentaire étant donné les impacts négatifs du changement climatique. Il en résulterait une baisse de la sécurité alimentaire mondiale et une augmentation de la mortalité infantile.

Vers la transition écologique

Pour éviter ce scénario du pire, il faut trouver des solutions rendant compatibles la production agricole, la réduction des gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique. L'agriculture intelligente face au climat a été définie comme une agriculture qui augmente durablement la productivité et la résilience (adaptation),

réduit les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) et améliore la sécurité alimentaire et le développement. Des systèmes plus résilients peuvent avoir des effets secondaires bénéfiques comme la séquestration du carbone et des réductions de gaz à effet de serre par unité de produit. Une intensification agricole durable permettrait de combler les déficits de rendement et d'augmenter l'efficacité d'utilisation des ressources naturelles par l'agriculture, en particulier dans les pays en développement. Cette stratégie pourrait améliorer la sécurité alimentaire et contribuer à atténuer les changements climatiques en mettant un terme à la déforestation et à l'expansion de l'agriculture sur des écosystèmes sensibles.

Les changements alimentaires et les politiques bioénergétiques peuvent également contribuer. Par exemple, passer d'une consommation de viande d'animaux (bovins, ovins) nourris au grain à celle d'animaux nourris à l'herbe et ne pas utiliser les cultures alimentaires comme source de biocarburants pourrait améliorer la disponibilité mondiale de calories et réduire les impacts environnementaux de l'agriculture. Il s'agit aussi de réduire les pertes après récolte, par l'amélioration du stockage et du transport des aliments dans les pays en

développement. Dans les pays industrialisés, ce sont principalement les gaspillages d'aliments dans la distribution et la consommation qu'il faudra limiter.

À l'échelle d'un pays comme la France, des scénarios illustrent le potentiel d'une transition écologique qui permettrait de réduire d'ici 2050 de 30 à 50 pour cent les émissions de gaz à effet de serre en agriculture (voir l'encadré page 83). L'augmentation de la résilience des systèmes agricoles n'a pas encore été suffisamment explorée dans ces scénarios, même si plusieurs options ont été proposées.

Les efforts de recherche en cours devraient contribuer à combler cette lacune et à dégager les bases d'une transition écologique de l'agriculture, de la forêt et de la gestion de la biodiversité (voir l'encadré page ci-contre). À brève échéance, ces recherches pourraient aussi contribuer à évaluer les potentiels des politiques à mener dans la perspective d'un nouvel accord de l'ensemble des pays, en développement, émergents et industrialisés. Cet accord sera discuté lors de la négociation internationale qui aura lieu à Paris fin 2015 dans le cadre de la XXI^e conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique.

Bibliographie

- J.-F. Soussana [sous la direction de], *S'adapter au changement climatique, Agriculture, écosystèmes et territoires*, Quae, 2013.
- S. Pellerin et al., *Quelle contribution de l'agriculture française à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ?*, INRA, 2013.
- D. Jacob D. et al., *EURO-CORDEX : New high-resolution climate change projections for European impact*, Regional Environmental Change, 2013.
- J. Ciscar et al., *Physical and economic consequences of climate change in Europe*, PNAS, 2010.

LOGIQUE & CALCUL

Les preuves de travail

Donner à des ordinateurs des problèmes à résoudre permet de les freiner. Cette procédure est utile pour lutter contre les attaques sur le réseau Internet, pour limiter l'envoi de spams ou pour organiser des courses entre machines.

Jean-Paul DELAHAYE

Aujourd'hui, les ordinateurs qui sont à notre disposition sont très puissants et nous nous en réjouissons, car cela les rend plus utiles : ils manipulent de longs textes, des photos ou même de la vidéo, ils explorent rapidement des pages Internet à l'autre bout du monde, ils exécutent des programmes de jeux aux effets graphiques époustouflants, etc.

Cependant, cette puissance est parfois mal utilisée et crée des dysfonctionnements. Ainsi, n'importe qui peut envoyer des dizaines de milliers de messages électroniques qui encombrer les boîtes aux lettres au point de les rendre inutilisables : c'est le problème des courriels non sollicités, ou spams. Par ailleurs, quelques ordinateurs coordonnés sont en mesure de soumettre, plusieurs milliers de fois par seconde, des requêtes à un même service en ligne et ainsi d'en empêcher le fonctionnement : ce sont les attaques par « déni de service » ou DoS [pour *Denial of Service*].

Une idée étonnante a été proposée pour contrôler les effets de cet excès de puissance de nos machines. Il s'agit de soumettre aux ordinateurs des problèmes à résoudre, afin qu'ils calculent longuement pour trouver la solution ; alors seulement, ces ordinateurs ont le droit d'accéder à une boîte à lettres ou à un service informatique en ligne.

Ces « preuves de travail » jouent un rôle de plus en plus important. Elles sont combinées aux outils de base de la cryptographie

moderne (chiffrement, signature numérique, authentification, etc.) pour concevoir des protocoles complexes réalisant des opérations considérées comme impossibles il y a peu. Les monnaies numériques décentralisées, dont le célèbre et controversé *Bitcoin*, fonctionnent toutes selon un protocole où les « preuves de travail » jouent un rôle essentiel. Nous y reviendrons.

Ces preuves de travail sont toujours des problèmes dont la solution est difficile à trouver, mais facile à vérifier. L'ordinateur qui doit résoudre le problème soumis ne peut le faire rapidement, mais quand il propose une solution pour accéder au service qui l'exige, la vérification de la solution est immédiate. Il existe de nombreuses méthodes pour fabriquer les problèmes des preuves de travail. On préfère bien sûr celles dont il est facile d'ajuster la difficulté à la situation, pour que le temps de résolution ne soit ni trop court ni trop long.

Des preuves avec ou sans échanges de messages

Deux types de preuves de travail sont utilisés : les systèmes fonctionnant par échanges multiples de messages et les systèmes à un seul envoi.

Dans le cas des « preuves de travail par échanges multiples », voici les étapes du protocole. La machine D (pour *Demandeur*) qui souhaite accéder au service S le contacte ; le service S élabore un problème

et l'envoie à D ; la difficulté du problème est ajustée en prenant par exemple en compte la surcharge du service S à l'instant de la demande, ou ce que S sait déjà de D ; la machine D résout le problème, ce qui exige d'elle un certain travail, donc du temps ; quand D a résolu le problème, il envoie la solution au service S ; le service S vérifie que la solution soumise est bonne, ce qui est facile pour lui, et, si c'est le cas, donne accès au service, c'est-à-dire accepte de placer un message dans la boîte à lettres, ou ouvre la page d'accueil du service en ligne que demande D.

Dans le cas du protocole des « preuves de travail sans échange », tout se passe au cours d'un seul envoi. Selon des paramètres que le demandeur D connaît sans avoir à contacter le service S, un problème à résoudre est défini. La façon de le définir est fixée une fois pour toutes et connue d'avance. Le contenu du message que D veut envoyer détermine par exemple le problème (et donc le problème à résoudre change à chaque demande, ce qui est évidemment essentiel). Le demandeur D connaît donc, sans contacter le service S, le travail qu'il doit réaliser. Quand D a résolu le problème, ce qui lui prend un peu de temps, il envoie la solution trouvée au service S qui ne donne suite à sa demande que si la solution proposée est correcte.

La seconde méthode est souvent préférable : elle est plus simple pour le service qui n'a pas à s'occuper de définir un pro-

blème particulier à chaque demande. Mais la première méthode permet une prise en compte plus fine de la surcharge du service à l'instant de la demande ou d'informations connues de S concernant D .

Le délai nécessaire pour que le demandeur résolve le problème posé est le plus souvent fondé sur un calcul à faire par le demandeur. Le temps qu'il met à résoudre le problème dépend donc de sa puissance de calcul et les machines puissantes sont avantagées. Aussi a-t-on envisagé des preuves de travail exigeant beaucoup de mémoires (plutôt que beaucoup de calculs) ou nécessitant la recherche d'informations sur le réseau. Dans ce dernier cas, les machines puissantes ne sont pas avantagées, puisque ce qui nécessite du temps est lié à la vitesse de circulation des informations sur le réseau, qui est la même pour tout le monde.

L'idée des preuves de travail est due à Cynthia Dwork et Moni Naor qui, dès 1993, suggérèrent cette méthode pour lutter contre les spams. Le système *Hashcash* conçu par Adam Back en 1997 (indépendamment de C. Dwork et M. Naor) et servant aujourd'hui de base dans la plupart des mises en œuvre pratiques des preuves de travail, utilise des « fonctions à sens

unique » pour définir les problèmes soumis et en contrôler finement la difficulté (voir l'encadré 2 pour des exemples).

Une fonction f à sens unique se calcule facilement, mais s'inverse difficilement. Autrement dit, il est rapide de passer de x à $f(x) = y$, mais difficile de trouver, à partir d'un y donné, un x tel que $y = f(x)$. On exigera souvent aussi que les valeurs de $f(x)$ quand x varie se présentent comme si elles étaient tirées au hasard.

Fonctions à sens unique, avec ou sans paramètre

Si l'on dispose d'une telle fonction f , on en déduit facilement une preuve de travail : le service S choisit un y et exige du demandeur D qu'il trouve un x tel que $f(x) = y$. Le demandeur ne peut guère faire mieux qu'essayer des valeurs de x , jusqu'à trouver la bonne, ce qui est impossible à faire rapidement. Il s'agit ici d'une impossibilité pratique : trouver le x est possible en essayant de manière ordonnée toutes les x envisageables, mais cela nécessite du temps.

Plus subtil, car cela ne demande pas l'intervention de S pour la formulation du problème (donc utilisable pour les preuves de travail sans échange), on utilise une

fonction à sens unique dépendant d'un paramètre p , $f_p(x)$, et dont le résultat, y , peut être interprété comme un nombre réel positif. Une telle interprétation est toujours possible : on écrit y en binaire, par exemple 01001110, et on assimile cette suite de 0 et de 1 au nombre réel dont l'écriture en base 2 est 0,01001110. Le service S attend que D lui propose un x tel que $f_p(x) < y$, où p est par exemple le message que D veut envoyer et y un nombre réel, appelé seuil, fixé à l'avance par S . La valeur de y détermine très précisément la difficulté de la preuve de travail, car plus y est petit, plus il est difficile de trouver un x convenable.

Les preuves de travail fournissent aussi un moyen simple d'organiser des courses entre machines sur un réseau. Or ces courses sont au cœur des protocoles de fonctionnement des cryptomonnaies.

Ces monnaies, dont le *bitcoin* est l'exemple le plus connu, fonctionnent sans autorité centrale, la gestion des comptes étant opérée par les machines des volontaires qui se contrôlent mutuellement. Ces contrôles empêchent toute manipulation du cahier de compte de la monnaie (la « blockchain »), lequel indique qui détient des devises (voir *Pour la Science*, décembre 2013).

1. L'idée des preuves de travail

Pour limiter le pouvoir de nuisance que chacun possède du fait de la puissance de son ordinateur, on peut soumettre des énigmes obligeant les machines à de longs calculs et dont seul l'aboutissement leur donne le droit de mener une action, comme envoyer un message électronique ou accéder à un service en ligne. Une machine soumise à ces énigmes ne pourra pas envoyer des milliers de messages non sollicités (spams), ou participer à une tentative de mise en panne d'un service informatique en le submergeant de requêtes (attaque par déni de service).

Le temps de calcul imposé est un prix à payer pour que l'ordinateur ac-

quière le droit de mener une action. Il doit travailler et le prouver par un résultat. La solution produite est la preuve qu'il a fourni ce travail. C'est l'idée des « preuves de travail ».

Les problèmes qu'on demande de résoudre pour ces défis doivent être asymétriques. Il faut que le calcul de la solution prenne du temps, mais que la vérification soit rapide ; sinon, celui qui se protégerait par les preuves de travail serait autant ennuyé que ceux dont il tenterait de se protéger.

On connaît une multitude de problèmes asymétriques. En voici deux exemples :

– L'entier b étant fixé, et p étant un grand nombre premier, trouver un



nombre a tel que $a^2 = b \pmod{p}$. Ce problème de la « racine carrée modulo un grand nombre premier » a été proposé comme preuve de travail dès 1993 par Cynthia Dwork et Moni Naor.

– Trouver les deux nombres premiers p et q dont le produit est le

nombre n qu'on vous a donné sans vous avoir dévoilé p ni q . Il est facile de formuler de telles énigmes – on multiplie deux grands nombres premiers entre eux, ce qui produit n – mais aucun algorithme de factorisation rapide n'est connu, et il faut donc du temps pour retrouver p et q à celui qui ne connaît que n . Il ne faut pas prendre p et q trop grands, car le problème de la factorisation de n deviendrait impossible à résoudre en un temps raisonnable.

Un troisième exemple – le plus important, car le plus utilisé – est expliqué en détail dans les encadrés 2 et 3 et se fonde sur les fonctions « à sens unique ».

3. L'inversion d'une fonction de hachage

Expliquons une méthode pour définir et ajuster l'énigme d'une preuve de travail.

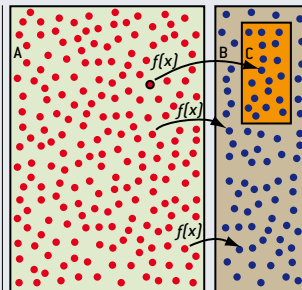
La fonction f de hachage transforme une suite x de 0 et de 1 de longueur quelconque en une autre, y , de longueur 256 (comme le SHA-256). Puisqu'il est impossible en pratique de trouver pour un y donné un x tel que $f(x) = y$ (inversion complète de f), on crée une énigme plus raisonnable et exigeant un travail faisable en ne demandant qu'une inversion partielle de f : trouver un x tel que $f(x)$ soit une suite de caractères commençant par k fois '0' (donc une suite de la forme $00\dots0a_1a_2a_3\dots a_n$).

Plus k est grand, plus il sera difficile de trouver un x satisfaisant. On peut même être plus précis: pour trouver un tel x , il faut en moyenne essayer environ 2^k valeurs de x . L'énigme « trouver un x tel que $f(x)$ commence

par dix fois '0' » exige donc environ $2^{10} = 1024$ calculs de $f(x)$. Pour 20 fois '0', il en faudrait un million environ. En choisissant k , on ajuste donc la difficulté de l'énigme qu'on formule. On a là une méthode rapide pour formuler des énigmes de « preuve de travail » dont la difficulté est facile à évaluer.

Dans les preuves de travail (pour se protéger des spams, ou interdire les attaques par déni de service), il faut éviter que les mêmes énigmes soient soumises plusieurs fois. Si c'était le cas, des bibliothèques de solutions seraient calculées par avance et les attaquants, au lieu de faire les calculs attendus, se contenteraient d'aller y puiser les solutions des problèmes qu'on leur soumet.

Pour éviter cela, on fait dépendre l'énigme posée d'un paramètre p . On demandera par exemple de trou-



La fonction f envoie les éléments x de l'ensemble A [grand] dans l'ensemble B [petit]. Inverser partiellement f , c'est trouver un élément x tel que $f(x)$ soit dans C . Plus C est petit, plus la tâche est difficile.

ver un x commençant par la chaîne $p = 0100011010100$ et tel que $f(x) < y$.

Le nombre de paramètres possibles p étant illimité, l'idée de constituer des bibliothèques de so-

lutions calculées par avance n'est plus applicable.

Les énigmes possibles posées par la méthode de l'inversion partielle des fonctions de hachage sont donc à la fois parfaitement ajustables, et si nombreuses que celui à qui on les propose ne peut que se soumettre et faire le travail de les résoudre en essayant de très nombreux x , ce qui en moyenne lui prendra le temps qu'on aura choisi. Quand il aura trouvé la solution, il aura vraiment prouvé qu'il a travaillé !

Notons encore que si l'on est gêné par le fait que le temps de travail varie trop, selon que celui qui tente de résoudre le problème posé a de la chance ou pas (variance importante), on peut remplacer la demande de résoudre un problème, par la demande de résoudre plusieurs petits problèmes, ce qui a pour effet de diminuer la variance du temps nécessaire pour aboutir.

durée moyenne est de dix minutes, mais elle sera plus longue ou plus courte selon que les mineurs auront eu de la chance ou pas dans leur tentative de résolution du problème de la preuve de travail.

Une course folle à la puissance...

Si chaque machine n'utilisait que sa propre puissance pour gagner, la probabilité pour chacune de gagner serait proportionnelle à sa puissance. Cependant, comme la fonction f est fixée et connue de tous, le problème de trouver un x tel que $f_p(x) < y$ est très particulier. Les personnes intéressées par le minage des *bitcoins* se sont mises à utiliser des puces conçues spécialement pour résoudre rapidement le type particulier de problèmes posés dans les preuves de travail de *Bitcoin*. Une course folle à la puissance de minage en a résulté, conduisant à une véritable industrie du minage !

La puissance de minage d'un système informatique se mesure en comptant le

nombre de calculs de type $x \rightarrow f(x)$ que le système est capable de faire par seconde, pour la fonction SHA-256. On est ainsi passé de 24×10^{12} calculs de valeurs de f par seconde pour l'ensemble des mineurs en janvier 2013 à 11×10^{15} en janvier 2014, soit une multiplication par plus de 500 en un an.

Le coût en électricité de ces minages (coût des « preuves de travail ») a été évalué. Certains ont calculé qu'il est de plus de dix millions d'euros par jour. C'est plus que la valeur des *bitcoins* gagnés chaque jour (environ deux millions d'euros). Les spécialistes ne sont pas d'accord sur ce nombre de dix millions, mais, même imprécis, il signifie qu'être mineur de *bitcoins* aujourd'hui n'est pas nécessairement rentable. Acheter du matériel et dépenser de l'électricité en le faisant fonctionner est un pari risqué, dont le succès dépend de deux facteurs très difficiles à contrôler ou même à anticiper: la puissance de calcul de vos concurrents, et le cours extrêmement volatil du *bitcoin*.

Notons que certains pirates informatiques ont conçu des programmes, nommés

chevaux de Troie, qui s'installent par le biais du réseau sur une multitude d'ordinateurs (le vôtre peut-être) et leur font exécuter le minage. Bien évidemment, lorsque le minage réussit, la solution est transmise au pirate qui, pour son propre compte, touche les 25 *bitcoins*. C'est vous qui payez l'électricité, mais c'est lui qui empêche le bénéfice !

...et un énorme gâchis ?

Parmi les nombreuses critiques formulées à l'encontre de *Bitcoin*, l'une d'elles concerne justement les preuves de travail qui définissent le minage. Les sommes d'argent considérables dépensées en électricité et pour fabriquer du matériel spécialisé calculant le plus rapidement possible des $f_p(x)$ semblent absurdes, car en soi de tels calculs ne servent à rien. N'est-ce pas là un gâchis terrifiant, engendrant par ailleurs une importante pollution liée à l'électricité consommée, qu'il faut bien produire ?

Une double réponse a été donnée à cette critique. D'une part, il a été répliqué

que les moyens dépensés pour le minage n'étaient pas vains, puisqu'ils permettent à ces monnaies de fonctionner. Fabriquer des billets de banques, les transporter dans des véhicules blindés, les enfermer dans des coffres que l'on fait garder : tout cela coûte cher et pourtant personne ne conteste la nécessité de ces dépenses puisqu'elles servent à faire fonctionner les monnaies fiduciaires habituelles émises par les banques centrales. Le *bitcoin* n'a pas besoin d'être imprimé (c'est une monnaie numérique), il n'y a pas besoin de voitures blindées pour son transport, mais il faut que sa gestion soit assurée. Le minage assure en partie cette gestion, qui n'est donc que l'équivalent des dépenses de fonctionnement des autres monnaies et n'a finalement rien d'absurde.

Concevoir des preuves de travail utiles

L'autre réponse est plus intéressante, elle est aujourd'hui encore en discussion. Les preuves de travail les plus habituelles (dont celle utilisée par *Bitcoin*) consistent à faire des calculs pour résoudre un problème qui, malheureusement, est sans intérêt réel : une fois que l'on a trouvé un x tel que $f_p(x) < y$, ce x n'est utile à personne et ne le sera sans

doute jamais. Ne pourrait-on pas concevoir des preuves de travail fondées sur des problèmes dont la solution serait utile ?

On le sait, les mathématiciens aiment les nombres premiers dont la connaissance progresse et est utile (en particulier en cryptographie !). Divers groupes de nombres premiers sont jugés intéressants. Les paires de nombres premiers jumeaux sont les paires $[p, p + 2]$ de nombres premiers ayant un écart de deux unités, par exemple $[17, 19]$. On cherche toujours à prouver qu'il en existe une infinité. Il y a aussi les paires de nombres premiers de Sophie Germain (mathématicienne française qui vécut de 1776 à 1831) qui sont de la forme $[p, 2p + 1]$, par exemple $[3, 7]$, $[5, 11]$, $[11, 23]$. Elles conduisent aux chaînes de Cunningham $[p_1, p_2, \dots, p_k]$ où chaque couple $[p_i, p_{i+1}]$ est une paire de nombres de Sophie Germain : $p_2 = 2p_1 + 1$, $p_3 = 2p_2 + 1$, ..., $p_{k+1} = 2p_k + 1$, chaque p_i étant un nombre premier.

Des chercheurs tiennent à jour des sites Internet qui indiquent les records de longueur des chaînes de Cunningham. Sunny King a montré en 2013 qu'une telle recherche peut servir de base à des preuves de travail aux propriétés à peu près équivalentes à celles provenant des fonctions à sens unique.

S. King a créé en juillet 2013 sa propre cryptomonnaie, *Primecoin*, proche dans sa conception de *Bitcoin*, mais utilisant des preuves de travail qui conduisent à des chaînes de Cunningham nouvelles. Des chaînes de Cunningham records, de longueur 10, 11, 12 et 13, ont ainsi été découvertes, ce qui prouve l'efficacité de la méthode proposée et sa capacité à contribuer à la recherche mathématique.

Précisons toutefois que l'intérêt de connaître des chaînes de Cunningham n'est pas très grand, et que la sûreté des preuves de travail fondées sur leur recherche n'est pas aussi bonne que celle des preuves de travail fondées sur les fonctions à sens unique. Les utilisateurs des cryptomonnaies ont cependant fait bon accueil à cette nouveauté. Parmi toutes les cryptomonnaies existantes (il y en a aujourd'hui plus de 80, voir <http://coinmarketcap.com/>), *Primecoin* se classe onzième pour la capitalisation. Le total des *primecoins* émis vaut dix millions de dollars (le 7 février 2014). Qui a dit que les mathématiques n'étaient pas un bon moyen de gagner de l'argent ?

Un autre projet en cours de développement, nommé *Curecoin*, tente de concevoir une preuve de travail (et une cryptomonnaie associée) qui soit beaucoup plus clairement utile. Le calcul mené par les machines de-

4. Des preuves de travail utiles

Les preuves de travail utilisées aujourd'hui ont un côté absurde : on demande aux ordinateurs de résoudre des problèmes mathématiques qui n'ont aucun intérêt. Sunny King (pseudonyme d'une personne ou d'un groupe) a conçu une preuve de travail aussi facile à ajuster que l'inversion partielle des fonctions de hachage cryptographiques et qui permet de trouver des chaînes de nombres premiers intéressantes : les chaînes de Cunningham.

Ce sont des suites de nombres premiers $(p_1, p_2, \dots, p_k)$ vérifiant : $p_2 = 2p_1 + 1$, $p_3 = 2p_2 + 1$, ..., $p_{k+1} = 2p_k + 1$. Ces chaînes de Cunningham sont reliées aux nombres pre-

miers de Sophie Germain, une mathématicienne française (1776-1831) : un nombre premier p est un nombre premier de Sophie Germain si $2p + 1$ est aussi un nombre premier.

Ces nombres premiers particuliers ont un intérêt en raison d'un théorème de Sophie Germain lié au théorème de Fermat. Dans les chaînes de Cunningham, tous les nombres sont des nombres de Sophie Germain, sauf le dernier.

L'utilisation de ces preuves de travail où l'on recherche des nombres premiers est au cœur du fonctionnement de la cryptomonnaie *Primecoin*, concurrente de *Bitcoin*. Le travail de minage de *Primecoin* a au-



Sophie Germain à l'âge de 14 ans, portrait de Auguste Eugène Leray.

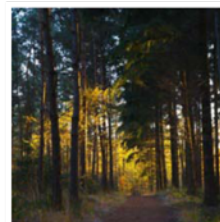
jourd'hui produit plusieurs chaînes nouvelles intéressantes. La chaîne de Cunningham de longueur 11 comportant les plus grands nombres premiers est l'une d'elles. Le premier nombre de cette chaîne record découverte le 3 août 2013 comporte plus de 200 chiffres. Il s'écrit :

$p_1 = k \times 151\# - 1$,
où $k = 73\ 853\ 903\ 764\ 168\ 979\ 088\ 206\ 401\ 473\ 739\ 410\ 396\ 455\ 001\ 112\ 581\ 722\ 569\ 026\ 969\ 860\ 983\ 656\ 346\ 568\ 919$
et où 151# désigne le produit des nombres premiers inférieurs ou égaux à 151 (voir http://users.cybercity.dk/~dsl522332/math/Cunningham_Chain_records.htm).



Master 2

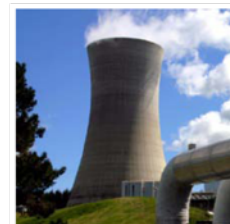
Économie Énergie Développement Durable



Deux parcours distincts

• **Le master Professionnel** forme de futurs cadres spécialistes de l'énergie pour des entreprises énergétiques, des grandes entreprises hors énergie, des cabinets de consultants, des collectivités territoriales et des organismes internationaux.

• **Le master Recherche** initie l'étudiant à la recherche en vue de son admission en thèse.



CONTENU

1^{er} semestre : commun aux parcours Professionnel et Recherche

Fondamentaux de l'énergie
Climat et énergie
Marchés énergétiques internationaux
Industries de réseau
Stratégies et politiques d'innovation
Anglais pour l'énergie / autre langue vivante

2^e semestre, parcours Professionnel

Institutions internationales et énergie
Politiques territoriales énergie-climat
Approches sectorielle et technologique énergie-climat
Stage

2^e semestre, parcours Recherche

Economie de l'énergie
Environnement et innovation
Approches expérimentales
Mémoire

DÉBOUCHÉS

Chargé de mission ou de projets énergie
Analyste de marché énergétique
Responsable énergie
Expert-conseil énergie-climat
Economiste de l'énergie et de l'environnement
Enseignant-chercheur

INTERVENANTS

Conférenciers de renom
Enseignants et chercheurs de l'équipe
Economie du Développement Durable et de l'Energie (CNRS-PACTE-EDDEN) et de
Grenoble Applied Economics Laboratory (INRA-GAEL)



Les + du Master 2 EEDD

- Formation présentielle en alternance
- Formation à distance
- Large réseau de partenaires

POUR PLUS D'INFORMATION

<http://www.upmf-grenoble.fr/master2-EEDD>
contact : odile.blanchard@upmf-grenoble.fr

Université Pierre-Mendès-France
Faculté d'Économie
1241 rue des Résidences
F - 38400 Saint-Martin-d'Hères

